



Bruxelles, le **XXX**  
[...] (2016) **XXX** draft

**DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION**

**du **XXX****

**relative au programme d'action annuel 2016 – partie 3 en faveur du Maroc à financer  
sur le budget général de l'Union**

## DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du **XXX**

**relative au programme d'action annuel 2016 – partie 3 en faveur du Maroc à financer sur le budget général de l'Union**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) n° 236/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 énonçant des règles et des modalités communes pour la mise en œuvre des instruments de l'Union pour le financement de l'action extérieure<sup>1</sup>, et notamment son article 2(1),

vu le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil<sup>2</sup>, et notamment son article 84(2),

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté pour le Maroc un document stratégique pour la période 2014–2017<sup>3</sup> (Cadre Unique d'Appui (CUA) 2014-2017)<sup>3</sup>, qui se fixe les deux objectifs majeurs suivants: 1/ renforcer la démocratie et la gouvernance politique, économique et sociale et 2/ promouvoir une croissance durable et inclusive en faveur du développement humain.
- (2) Le programme d'action annuel 2016 financé au titre du règlement (UE) n° 232/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument européen de voisinage<sup>4</sup> vise ainsi à appuyer le dispositif de formation professionnelle, à consolider le rôle de la société civile, ainsi qu'à appuyer les politiques migratoires et de protection sociale du royaume du Maroc.
- (3) Au titre du second objectif du CUA 2014-2017 la Commission a adopté le 9 octobre 2015 la partie 1 du programme d'action annuel 2016 visant à appuyer la réforme du dispositif de formation professionnelle<sup>5</sup>
- (4) Au titre des deux objectifs du CUA 2014-2017 le Comité IEV a été consulté le 18 novembre 2016 sur l'action intitulée "Programme d'appui à la Société Civile au Maroc" au titre de la partie 2 du programme d'action annuel 2016.
- (5) Dans le cadre du premier objectif du CUA 2014-2017, l'action intitulée "Programme d'appui aux politiques migratoires du Royaume du Maroc" au titre du programme d'action annuel 2016 (partie 3) vise à renforcer la coopération UE-Maroc en matière de migration. L'action contribuera au renforcement des: 1/ fondements législatifs et institutionnels des politiques migratoires; 2/ outils de production de connaissances sur les questions migratoires; 3/ le dispositif national de retour volontaire du Maroc vers

---

<sup>1</sup> JO L 77, 15.3.2014, p. 95.

<sup>2</sup> JO L 298 du 26.10.2012, p. 1.

<sup>3</sup> C(2014) 5092 du 23.7.2014.

<sup>4</sup> JO L 77/27, 15.3.2014.

<sup>5</sup> C(2015)6983 du 09.10.2015 fixant une contribution financière de 15 millions d'euros au titre du budget général de l'Union pour 2016.

les pays d'origine des migrants; ainsi que 4/ l'opérationnalisation des politiques migratoires dans les secteurs de l'assistance sociale et de l'emploi.

- (6) Dans le cadre du premier objectif du CUA 2014-2017, l'action intitulée " programme d'appui à la protection sociale au Maroc" vise à soutenir une approche intégrée de la politique de protection sociale favorisant une rationalisation institutionnelle et financière du secteur, la facilitation de la concertation avec la société civile et les partenaires sociaux, l'amélioration de la transparence fiscale et de la gouvernance, ainsi que la promotion des bonnes pratiques en matière d'assurance et d'assistance sociale.
- (7) Il y a lieu d'adopter une Décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission<sup>6</sup>.
- (8) Il y a lieu d'adopter un programme de travail en matière de subventions dont les modalités sont fixées à l'article 128, paragraphe 1, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et à l'article 188, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012. Le programme de travail est constitué de l'annexe 2 (section 5.4.1).
- (9) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte aux entités désignées dans la présente Décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de délégation. Conformément à l'article 60, paragraphes 1 et 2, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que ces entités garantissent un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union équivalent à celui qui est exigé de la Commission lorsque celle-ci gère des fonds de l'Union.
- (10) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte au pays partenaire désigné dans la présente Décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de financement. Conformément à l'article 60 (1) (c) du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, l'ordonnateur responsable a assuré que des mesures ont été prises pour encadrer et soutenir la mise en œuvre des tâches qui lui sont confiées dans le pays partenaire. Une description de ces mesures et les tâches qui lui sont confiées sont fixées dans l'annexe 2 de la présente Décision.
- (11) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012.
- (12) Conformément à l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, la Commission doit définir ce que l'on entend par «modifications non substantielles de la présente Décision», afin de garantir que toute modification de ce type puisse être adoptée par l'ordonnateur délégué compétent.
- (13) Les mesures prévues par la présente Décision sont conformes à l'avis du comité de l'instrument européen de voisinage institué par l'article 15 de l'instrument de financement visé au considérant 2,

---

<sup>6</sup> Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.

DÉCIDE:

*Article premier*

**Adoption de la mesure**

La Décision relative au programme d'action annuel 2016 (partie 3) en faveur du Maroc, présentée dans les annexes est adoptée.

Le programme consiste dans les deux actions suivantes:

- Annexe 1: Programme d'appui aux politiques migratoires du Royaume du Maroc
- Annexe 2: Programme d'appui à la protection sociale au Maroc

*Article 2*

**Contribution financière**

La contribution maximale de l'Union européenne autorisée par la présente Décision pour la mise en œuvre du présent programme est fixée à 135 millions d'euros et est financée sur les lignes budgétaires 22.04.01.01 et 22.04.01.02 au titre du budget général de l'Union pour 2016.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

*Article 3*

**Modalités de mise en œuvre**

Les tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées aux entités désignées aux annexes, sous réserve de la conclusion des conventions y afférentes.

La section "Mise en œuvre" des annexes de la présente Décision énonce les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1268/2012.

*Article 4*

**Modifications non substantielles**

Les augmentations ou les diminutions de 10 millions d'euros maximum n'excédant pas 20% de la contribution visée à l'article 2 premier alinéa, considérant chaque exercice séparément, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20% de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n°1268/2012, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut adopter des modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le

*Par la Commission*  
*Johannes HAHN*  
*Membre de la Commission*

## SUMMARY

# 2016 Annual Action Programme for Morocco - Part 3<sup>1</sup> - to be financed from the general budget of the European Union

Action 1: Support programme for Morocco's migration policies

Action 2: Support programme for social protection in Morocco

### 1. IDENTIFICATION

Budget lines	22 04 01 01 and 22 04 01 02
Total cost	EUR 135 000 000 (European Union (EU) contribution)
Legal basis	Regulation (EU) No 232/2014

### 2. COUNTRY BACKGROUND

Action 1: Migration has become a major issue in the political dialogue between the European Union and Morocco. This is demonstrated by the signing of the Partnership for Mobility, Migration and Security between the European Union, nine EU Member States and Morocco in June 2013, followed by the announcement of Morocco's new migration policy in September 2013. In this context, the Single Support Framework adopted for 2014-2017 provides for 25 % of its indicative budget to be allocated to democratic governance, rule of law and mobility. To this end, the EU has negotiated with Morocco a pledge of EUR 35 million, eligible for financing under the 2016 national programme, to support its migration policies.

Action 2: This programme aims to consolidate achievements and support national social protection reforms. The programme supports an integrated approach fostering the institutional and financial streamlining of the sector, facilitating consultation with civil society and social partners and encouraging best practices in the field of social insurance and assistance. To this end, the Single Support Framework adopted for 2014-2017 provides for 30 % of its indicative budget to be allocated to equal access to basic services.

### 3. SUMMARY OF THE ACTION

#### 1) Background:

Action 1: Through its two national strategies on 1) immigration and asylum and 2) Moroccans living abroad, Morocco aims to address the migration issue in an integrated and comprehensive manner, to open its basic public services to migrants, to protect their rights and to maximise the contribution of migrants to the country's development. This programme is Morocco's first budgetary support programme for migration policies as part of an integrated framework and in support of the above strategies.

---

<sup>1</sup> Part 1 of the 2016 Annual Programme for Morocco was adopted by Commission Implementing Decision C(2015)6983 of 9 October 2015 which approved a contribution of EUR 15 million from the general budget of the European Union for 2016 for action on vocational training. Part 2 of the 2016 Annual Programme is currently under appraisal with a view to adoption before 31 December 2016, setting a contribution of EUR 15 million for actions in support of civil society.

Action 2: Social protection is one of the priorities of the ‘Government Plan’. The 2016 Finance Law shows the Moroccan Government’s willingness to step up programmes on reducing social disparities and social cohesion programmes (specifically, the healthcare assistance scheme ‘RAMED’ which the EU supports through the ‘Basic Medical Cover’ programme, currently in phase III).

## **2) Cooperation/Neighbourhood-related policy of the beneficiary country:**

Action 1: see above. This is consistent with the Partnership and Morocco’s new migration policy.

Action 2: This will consolidate the achievements concerning social protection that the EU has supported through earlier programmes (in particular, budgetary support for health/basic medical cover and education/literacy).

## **3) Consistency with the programming documents:**

Actions 1 and 2: see section 2 above. These are consistent with the provisions of the 2014-2017 Single Support Framework.

## **4) Actions identified**

Action 1: The programme will be operated centrally (main institutional partners: Ministry responsible for Moroccans Residing Abroad and Migration, Ministry of the Interior, National Human Rights Council) and locally (local Entraide Nationale welfare offices). The following activities are included:

Through budgetary support (EUR 27 million): political dialogue on migration with the Moroccan Government, with particular regard to implementing and monitoring two strategies 1) the National Immigration and Asylum Strategy (SNIA) adopted in 2014 and 2) the National Strategy for the benefit of Moroccans Residing Abroad (SNMRE) adopted in 2015 and to the voluntary return system; reinforcing the budgeting of migration policies.

Through complementary support (EUR 8 million): strengthening the Ministry responsible for Moroccans Residing Abroad and Migration in its lead role in the area of migration and supporting the various Ministries and institutions concerned.

Action 2: The following activities are included:

Through budgetary support (EUR 90 million): sector policy dialogue focused on the reform of the social protection sector.

Through complementary support (EUR 10 million): a project under indirect management with UNICEF to improve the reception conditions and schooling of children with disabilities; technical assistance; institutional twinning and support to civil society.

## **5) Expected results:**

Action 1:

- 1) The three laws set out in the National Immigration and Asylum Strategy on combatting human trafficking, on asylum and on the entry and residence of foreign nationals in Morocco will be adopted;
- 2) The mechanisms for implementing the National Immigration and Asylum Strategy and the National Strategy for the Benefit of Moroccans Residing Abroad will be implemented;

- 3) Steering tools for migration strategies will be developed, a National Migration Observatory set up and a household survey on international migration carried out;
- 4) Access for vulnerable migrants to assistance services will be facilitated;
- 5) Access for regularised migrants to public integration systems and employment support will be facilitated;
- 6) The voluntary return programme for migrants in Morocco to their country of origin will be extended and will benefit from greater ownership by the Moroccan State.

#### Action 2:

- 1) An Integrated Social Protection Strategy will be adopted, medium-term budget planning for social sectors will be implemented and a human resources policy in the social protection sector developed;
- 2) A legally independent RAMED management body will be set up. Mandatory health insurance cover for registered self-employed workers will be extended following the adoption of Law No 98-15;
- 3) The number of people in situations of precarity accommodated in social protection centres who are registered with the Single Social Scheme (Régime Social Unique) will be increased. The Single Social Scheme will be operational in a pilot region;
- 4) A social support strategy for persons with disabilities will be developed and budgeted and the law on social support for persons with disabilities provided for in Framework Law 97-13 will be adopted. The social security cover of disadvantaged groups will be extended.
- 5) The institutional framework defining the role of the government, local authorities and locally elected representatives, the Entraide Nationale welfare office and civil society will be adopted and the programme contracts with the local and regional authorities for improving social services will be implemented;
- 6) The coverage and quality of community-based social services will be improved.

#### **6) Past EU assistance and lessons learnt:**

Action 1: The main lessons learnt from past EU assistance in the area of migration concern the need to strengthen the cross-cutting governance of the programme and to target assistance to the various Ministries according to a specific and measurable scale.

Action 2: The main lessons learnt from past assistance concern the need to adopt a comprehensive strategic framework, implement an institutional arrangement to ensure effective steering and to improve performance visibility in relation to budgetary commitments.

#### **7) Complementary action/donor coordination:**

Action 1: There are around ten donors active in the area of migration in Morocco. The main donors are Germany, Belgium and Switzerland. International cooperation in this sector is very fragmented, with clear risks of overlap. This programme provides for an allocation of EUR 8 million by delegated management with the Member States in order to ensure better donor coordination. Moreover, the Commission is about to approve an additional contribution of EUR 25 million to the 'Emergency Trust Fund for stability and addressing root causes of irregular migration and displaced persons in Africa' for projects to the advantage of Morocco (voluntary return, support from a regional perspective to operations along migratory routes).

Action 2: This programme will complement other EU measures in progress in the social sector (support to the health sector, Basic Medical Cover, education, literacy, Pillar II of the Green Morocco Plan, support for the National Initiative for Human Development, promoting equity and equality between the sexes). It will also complement the ‘Making a Success of Advanced Status’ programme (RSA I & II) and thematic support for ‘Non-state actors and local authorities’, with a view to strengthening civil society and local authorities. Furthermore, this programme will complement other donor actions (African Development Bank, World Bank) as well as by UNICEF.

## 8) Communication and visibility

The two programmes proposed will comply with the provisions of the Communication and Visibility Manual for EU External Actions. Communication plans will be drawn up as part of the programmes. These plans may include the following: press conferences, publication of study results, events on key dates, a seminar to close the programme, etc., as well as the production of information on various media (brochures and publications, documents for the general public, etc.) on different themes financed by the programmes.

## 9) Cost and funding

2016 Annual Action Programme for Morocco - Part 3:		
<b>Action 1 (migration):</b>		<b>EUR 35 000 000</b>
• Budgetary support:	EUR 27 million	
• Complementary assistance:	EUR 8 million	
- Delegated management with the Member States and international organisations:	EUR 7.4 million	
- Technical assistance (evaluation, monitoring, communication):	EUR 0.6 million	
<b>Action 2 (social protection):</b>		<b>EUR 100 000 000</b>
• Budgetary support:	EUR 90 million	
• Complementary assistance:	EUR 10 million	
- Grant/call for proposals and award of service contracts:	EUR 6.8 million	
- Delegated management with the Member States and international organisations:	EUR 2.7 million	
- Technical assistance (evaluation, communication and visibility):	EUR 0.5 million	
-		
<b>Total</b>		<b>EUR 135 000 000</b>